



# Ruralités

Magazine n° 7

## NUMÉRO SPÉCIAL

### RELATIONS VILLE-CAMPAGNE



Regards croisés

p. 2



Construire la ville sur la ville

p. 4



Les ressources agricoles  
au service de la ville

p. 12



Chers lecteurs,

La question de la relation entre Ville et Campagne interroge aujourd'hui sur les mutations profondes que connaissent ces deux entités. Le monde rural est de plus en plus marqué par l'évolution des zones urbaines qui le bordent et qui diffusent des modes de vie et d'organisation sociale particuliers : migration pendulaire, installation de nouveaux habitants, vocations récréatives et touristiques des espaces. Tous ces éléments amènent une redéfinition des usages de l'espace rural par nos sociétés. Cette reconfiguration doit être vue d'emblée comme un facteur de consolidation et de développement des exploitations agricoles et de l'économie locale, mais aussi comme un facteur de fragilisation. Cette évolution amène des pressions sur le territoire et soulève ainsi pour ses gestionnaires de nouveaux enjeux : la préservation du capital nature, facteur d'attractivité territoriale, la gestion de la ressource paysage et donc foncière, l'équité sociale (coût du logement, mobilité,...), la place de l'agriculture dans ces territoires de plus en plus urbanisés.

Mais de nouveaux défis s'annoncent. Le changement climatique pousse à des modifications profondes du regard sur la ville dont les avantages réapparaissent et sont de plus en plus mis en évidence. Construire la ville sur la ville est devenu le nouveau slogan. Si cette vision doit d'abord être nuancée, elle nous entrainera pourtant vers des villes plus denses, moins étalées.

Le Schéma de Développement de l'Espace communautaire prônait le développement d'un partenariat actif entre la Ville et la Campagne, pour autant que soient remplies certaines conditions : égalité et indépendance des partenaires, caractère volontaire du partenariat, prise en compte des différences de contexte administratif, responsabilité commune et intérêt commun.

Peut-être est-il temps de reprendre cette idée et de construire le récit de l'évolution de ces entités...? Le séminaire régional du Réseau du 24 juin 2010 s'est emparé du sujet. Voici le fruit de ses réflexions...

**Bonne lecture!**

*La Cellule d'Animation du Réseau*

## Sommaire

<b>Éditorial</b> .....	<b>2</b>
<b>Regards croisés</b> .....	<b>2</b>
<b>Contexte</b> .....	<b>4</b>
Construire la ville sur la ville .....	4
« La terre est un bien rare qu'il faut utiliser avec parcimonie » .....	6
En Suisse, des alliances entre ville et campagne .....	7
Les relations ville-campagne à l'horizon 2030. ....	8
<b>Ateliers</b> .....	<b>10</b>
Quelles alliances ville-campagne en Wallonie ? .....	10
Les ressources agricoles au service de la ville .....	12
Internet ou le retour au local .....	14
Tirer les bénéfices de la proximité .....	17
<b>Informations pratiques</b> ...	<b>20</b>

## Regards croisés

Laurent Tonglet, 25 ans, est ingénieur en électromécanique à Ciney chez un importateur de machines agricoles. Étudiante en musique, Amélie Nyssen a 23 ans et habite le centre-ville de Liège. En 2006, ils ont tous les deux fait partie d'un panel de citoyens qui a mené une large réflexion sur la ruralité. Dans ce contexte, ils ont réfléchi aux relations entre la ville et la campagne.

**Quel est votre lien avec le monde rural et pourquoi avez-vous accepté de participer au Panel citoyen de 2006 ?**

**Laurent Tonglet :** Mes parents sont agriculteurs à Tahier dans le Condroz, près de Ciney. Ils élèvent des vaches viandeuses et laitières, cultivent les champs et se sont récemment lancés dans le tourisme à la ferme. L'idée du panel citoyen m'a séduit, j'ai perçu l'occasion de devenir acteur du changement que je souhaite, de pouvoir partager mes opinions sur la ruralité.

**Amélie Nyssen :** J'ai toujours vécu à Liège dans le centre-ville, excepté une année passée à Budapest. En temps qu'urbaine, j'ai accepté de participer à ce panel car la question de la ruralité me touche. Je suis une sympathisante de Greenpeace depuis mes 10 ans et j'avais envie de me faire ma propre idée. J'étais également très intéressée par l'aspect citoyen de la participation au panel.

## Que retenez-vous principalement des travaux du Panel?

**L.T.** : J'ai constaté que le monde agricole était devenu très minoritaire dans les campagnes. Sur une cinquantaine de personnes, seules trois savaient réellement ce qu'était une ferme. J'ai aussi constaté à quel point les avis divergeaient. Globalement, en 2006, il y avait deux points de vue. D'un côté, les ruraux qui avaient toujours vécu à la campagne, et pour qui les tracteurs et la présence d'animaux étaient une réalité acceptée plutôt qu'une contrainte. De l'autre, des citoyens plus urbains considérant la campagne comme une vaste aire de jeux où se détendre, et considérant les agriculteurs comme les jardiniers du monde rural.

**A.N.** : J'ai été surprise de la grande diversité d'avis chez les personnes présentes. Les experts, venus nous présenter des sujets, avaient eux-mêmes des points de vue divergents. Cela m'a permis de me forger une idée de façon critique. J'étais déjà sensibilisée à la consommation bio, mais j'ai appris beaucoup sur les filières agricoles et l'industrie agro-alimentaire, comment cette dernière intervient en profondeur sur nos choix. J'ai découvert que le bio n'est pas forcément synonyme de consommation raisonnée, comme ces biscuits bio fabriqués avec de l'huile de palme indonésienne... Aujourd'hui, je fais plus attention à la provenance et je choisis surtout les produits locaux.

## Quelles enjeux sont, selon vous, les plus importants aujourd'hui ?

**L.T.** : L'une des priorités est de rendre sa place à l'agriculture familiale et autonome. Ensuite, il faut responsabiliser les consommateurs, car ce sont eux qui font de l'agriculture ce qu'elle est. Lorsqu'on choisit le poulet le moins cher, on doit être conscient de soutenir ainsi les poulaillers industriels ! Et savoir que le tout bio est irréalisable : les surfaces agricoles sont insuffisantes et la main-d'œuvre nécessaire hors de prix. La priorité est de consommer local et de saison.

**A.N.** : Il me semble que l'éducation des enfants est primordiale. Il faudrait multiplier les classes vertes. Dans les villes, on a tendance à se couper de la nature. On va au supermarché acheter une brique de lait, on oublie que toute une filière est en place et que des hommes sont derrière. Les classes vertes permettraient aussi aux enfants de découvrir les agriculteurs, leurs conditions de travail souvent difficiles, et d'augmenter le respect qu'on leur doit. Ils sont à la base de notre alimentation, c'est essentiel, il faut en être conscient.

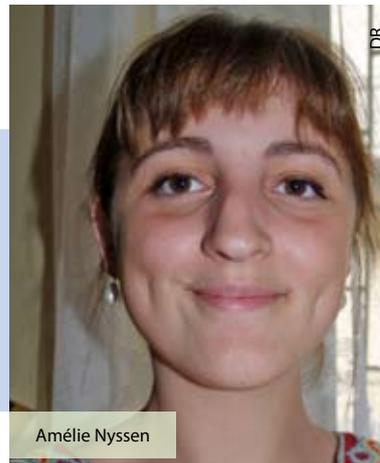
## Quelle perception des rapports ville-campagne avez-vous aujourd'hui ?

**L.T.** : Souvent, les urbains sont déconnectés de la campagne, ils ne sont plus en phase avec la réalité. Les agriculteurs doivent donc communiquer. Dans ce sens, les journées « Fermes ouvertes » ou « Fermes en ville » sont intéressantes. L'important est l'éducation du consommateur urbain.

**A.N.** : Je suis marquée par la disparition de la vie rurale dans les campagnes. Il me semble qu'aujourd'hui, les villages ne sont plus que des lotissements ruraux, des villages dotoirs où les urbains viennent chercher le calme. Dans les campagnes hongroises où je suis allée, les villageois étaient encore fiers de leur identité. Beaucoup élevaient un cochon, des poules, il y avait de l'entraide. C'est une chose que je trouve appréciable et qui n'existe plus en Wallonie, c'est dommage.



Laurent Tonglet



Amélie Nyssen



Une extension croissante des zones urbaines.

## Construire la ville sur la ville

*L'évolution historique des territoires en Wallonie comme ailleurs a vu l'extension territoriale des villes aux dépens de la campagne environnante. Aujourd'hui, même au cœur des plus petits villages, le mode de vie est essentiellement urbain. Ce modèle éclaté pose de nombreux problèmes, notamment de coûts de fonctionnement. En Wallonie aujourd'hui, il est possible de mettre en place la politique nécessaire pour infléchir le mouvement.*

La Wallonie est située au cœur d'une des zones de peuplement les plus denses d'Europe occidentale. Si les villes du sillon Sambre-et-Meuse représentent un poids démographique important, il reste faible comparé à celui des grandes métropoles qui entourent la région : Bruxelles-Anvers au nord, Maastricht-Aix-la-Chapelle à l'est, le Luxembourg au sud et l'agglomération lilloise à l'ouest. Ces pôles extérieurs indiquent aussi une pression

démographique importante pour la Wallonie, où les populations centrées sur ces pôles ont tendance à venir s'installer, généralement pour des raisons de pression immobilière (phénomène dit d'*exurbanisation*).

Ces mécanismes font pression sur les zones rurales wallonnes. L'extension des zones d'habitation étant la solution la plus simple, les quartiers périurbains s'étendent, le phénomène étant le même dans les villages. À titre d'exemple, depuis 1987, date de la mise en œuvre du Plan de secteur à Liège, un recul des zones agricoles et une avancée des zones urbaines peuvent être constatés.

### Développement durable et coûts de fonctionnement

Cette périurbanisation ne va pas sans poser certains problèmes. Liée à une augmentation de la mobilité, elle pose

d'emblée la question du développement durable. Si les coûts énergétiques sont aujourd'hui encore maîtrisés, l'impact sur l'environnement n'est pas négligeable, tout comme la destruction paysagère, effet visible de l'urbanisation : anciennement installées dans les fonds de vallées, les villes se sont peu à peu étendues le long des axes d'accès et sur les plateaux environnants.

D'une façon plus large, les coûts de fonctionnement des communes s'accroissent avec la périurbanisation : Namur compte 1 800 kilomètres de voiries à entretenir ; de la même façon, les frais liés à la distribution du courrier ou au ramassage des déchets, par exemple, augmentent également avec l'extension des villes.

Pour les ménages habitant en zone périurbaine ou rurale, la contrainte budgétaire est forte. Une contrainte

souvent sous-estimée lors de l'installation et qui augmente avec le temps et le nombre d'enfants. « Le développement des lotissements induit un problème de mobilité : les trajets sont plus longs, plus coûteux, le travail des deux démultipliant ces problèmes de déplacement », constate Luc Maréchal, ancien directeur général à la DGATLPE de la Région wallonne (Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement, du patrimoine et de l'énergie).

Ce *modèle éclaté* aujourd'hui généralisé induit une hausse constante des coûts de fonctionnement. Plus grave, il détruit les caractéristiques propres de la campagne, qui voit peu à peu la nature de ses territoires changer, mais il transforme aussi les villes, qui voient leur centre-ville s'affaiblir (le développement des centres commerciaux périurbains, par exemple, ne va pas sans retombées sur la vitalité de ces derniers) ou des friches apparaître. Or, « la richesse d'un territoire, c'est la puissance de la ville, la diversité des populations, le dynamisme économique et culturel », rappelle Luc Maréchal. « Nous sommes à la fin d'un cycle », ajoute-t-il, « il est nécessaire de mettre en œuvre une politique volontariste pour changer les choses. »

### Le SDER : des regards croisés sur l'ensemble des politiques

L'aménagement du territoire s'inscrit dans un cadre couvrant l'ensemble de la Wallonie : le Schéma de Développement de l'Espace régional (SDER). Initié dès 1976, il est en place depuis 1999 et est toujours d'application. C'est un projet de territoire, des regards croisés sur l'ensemble des politiques ayant un impact sur la question (politique de transport, par exemple), mais toujours à partir du territoire. Ce document, qui veille aux convergences entre les politiques, est le premier de ce genre en Wallonie. « Il est un cadre de référence, mais a aussi son importance pour l'identité wallonne », note Luc Maréchal, qui a contribué à son élaboration.

L'objectif est d'aller vers un cycle d'urbanisme plus compact, de construire la ville sur la ville, ce qui passe par des politiques fortes. L'offre d'équipements complets (culturels, sportifs, associatifs,...), l'installation d'espaces naturels au cœur des villes (parcs, jardins,...), la maîtrise de la pollution, du bruit ou des prix de l'immobilier sont quelques éléments de nature à améliorer la vie au sein des villes.

### « Un problème politique »

La définition d'une politique de la ville est au cœur du sujet. Quelles villes sont concernées, de quelles tailles ? Au-delà, c'est le *maillage* du territoire qui doit être considéré, la Wallonie étant constituée de villes et de villages avec une typologie, des atouts différents. Tous les villages peuvent être importants dans ce maillage : un petit centre peut être incontournable dans le réseau si son rôle local est grand. Un bourg plus important au rôle moins affirmé ne sera pas forcément retenu. Les alliances entre villes, villages et campagnes pourront alors être organisées en fonction des bassins de vie et des variables locales. Le développement territorial doit mélanger une politique de la *ville compacte*, la lutte contre la périurbanisation dans les villages, et gérer l'utilisation des espaces agricoles. Ces derniers devront être redéfinis dans le cadre de l'agriculture du « grand marché » gérée par l'Union européenne, et l'agriculture de proximité susceptible de créer une alliance avec les zones urbaines.

« L'idée est toujours de prendre un périmètre restreint, de travailler la ville sur la ville, ce qui est mieux dans le cadre d'un urbanisme durable », précise Luc Maréchal.



© Benoît Vignet

Renforcer le maillage entre les villes et les campagnes.

## « La terre est un bien rare qu'il faut utiliser avec parcimonie »

*Au départ maître de conférences en sciences économiques, Luc Maréchal se spécialise dans l'aménagement du territoire. Dès le début, il privilégie une approche transversale de la question. Il a été notamment Inspecteur général de l'aménagement territorial et de l'urbanisme, puis Directeur général à la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement, du patrimoine et de l'énergie (DGATLPE). Il défend une politique de limitation de l'expansion urbaine, celle-ci étant susceptible de détruire aussi bien la campagne que la ville, en l'affaiblissant.*

### **Quel regard portez-vous sur la situation actuelle du développement territorial ?**

**Luc Maréchal :** Aujourd'hui, on gère une fin de cycle au niveau de la structuration du territoire. Ce cycle correspond à peu près aux Trente Glorieuses (entre 1947 et 1974). C'est un cycle finissant, mais l'exurbanisation

continue. L'enjeu actuel est de savoir comment passer à une nouvelle phase du développement. C'est un moment crucial, laisser faire les choses risque d'introduire un certain désordre qui va augmenter les coûts sociaux et les disparités territoriales. Les plans de secteurs ont eu pour effet de limiter la dispersion, d'accroître la consommation de terres agricoles. Ils permettent encore beaucoup trop, mais la situation aurait pu être pire.

### **Quelles politiques peuvent être mises en place ?**

**L.M. :** Dans un premier temps, il faut stopper l'étalement urbain, arrêter avec l'idée qu'en Wallonie, les terrains sont disponibles sans limite. La terre est un bien rare, il faut l'utiliser avec parcimonie.

Ensuite, il faut mettre en place une articulation entre les politiques de mobilité et de localisation. Cette action est

urgente, à instaurer dès maintenant. Il faut se rappeler qu'il faut une génération pour que les effets soient visibles, s'inscrivent dans le sol.

Par ailleurs, j'aime bien le terme d'*alliances* tel qu'il est utilisé dans l'étude suisse [Ndlr. : voir p. 7]. C'est une notion riche qui implique des projets, des objectifs. Cela entraîne aussi des processus de négociation, des périodes de travail déterminées, des changements possibles au cours du temps ; c'est une notion très démocratique, dans laquelle je me retrouve.

Un système de péréquation, par exemple, pourrait être envisagé dans certaines zones. Si l'on prend l'exemple du Pays de Herve, c'est une zone rurale située au centre de villes plus ou moins importantes comme Liège, Maastricht, Aix-la-Chapelle et Verviers. Ce territoire pourrait être préservé et constituer une zone de loisirs et de détente pour les habitants des villes environnantes. Ce service rendu aux urbains devrait être compensé par un retour financier.

### **Quel état d'esprit vous inspire l'époque actuelle ?**

**L.M. :** Je suis optimiste, quoique lucide. Je sens encore trop de conservatisme, d'îlots de sensibilités différentes. Il est important de se mettre autour d'une table et de discuter, de défragmenter les milieux politiques et administratifs.

Encore une fois, on est à une bifurcation, il faut faire des choix. La difficulté est de continuer à penser l'évolution du territoire même si d'autres sujets peuvent détourner l'opinion et les hommes politiques, comme l'évolution de l'État belge par exemple. Mais qu'on le veuille ou non, les problèmes seront toujours là et auront continué à évoluer.



© Benoit Vignet

Pour Luc Maréchal, il est urgent d'agir sur le territoire.

# En Suisse, des alliances entre ville et campagne

*L'Office fédéral du Développement territorial suisse a développé un projet de territoire alternatif pour 2030. Le bureau d'études Urbaplan de Lausanne a participé à cette étude et a produit un rapport intitulé Une Suisse des alliances ville-campagne.*

L'approche d'Urbaplan, agence d'urbanisme privée, est basée sur la constatation que « des villes-centres jusqu'au fond des vallées, la Suisse est imprégnée par un mode de vie urbain ». La seconde remarque montre que le découpage administratif (cantons, communes) ne correspond plus aux territoires fonctionnels. Le projet de territoire 2030 doit donc « établir un nouveau cadre de négociation entre collectivités publiques et partenaires privés ».

L'objectif du rapport est d'établir un cadre de référence devant servir à la gestion des territoires.

L'accent est particulièrement mis sur le concept d'*alliances entre territoires*. Une conception qui se veut opposée à celle d'un découpage du territoire en régions et dont le but est d'apporter de la flexibilité dans un cadre administratif trop limité. Le couple ville-campagne est également vu comme complémentaire et interdépendant :

« Dans le projet [...], l'accent est mis sur la complémentarité des potentiels entre villes et campagnes. En effet, il s'agit là d'échanges vitaux entre espaces producteurs et consommateurs qui [...] s'effectuent dans les deux sens (richesses économiques, culturelles, naturelles) », révèle l'étude. Cette approche va à l'encontre du débat politique actuel en Suisse qui, toujours d'après le rapport, « tend à polariser entre ville et campagne ». Elle se veut une approche alternative.

## Rencontre avec Fred Wenger

Urbaniste, Fred Wenger est le président du bureau d'études Urbaplan.

### Dans quel contexte cette étude a-t-elle vu le jour ?

**Fred Wenger** : Nous avons répondu à une demande de l'Office fédéral du Développement territorial. Le directeur de l'étude nous a demandé de développer une proposition alternative.

L'intérêt est la différence de vision : les organismes qui s'occupent de développement territorial ont des difficultés à nommer l'espace rural, souvent laissé en vert dans la cartographie,

sans contenu, ce qui contribue à en brouiller le rôle. Pour nous, une approche plus précise est nécessaire.

### Quelle est la situation actuelle en Suisse ?

**F.W.** : Comme ailleurs, les relations entre la ville et son *hinterland* ont éclaté. Toute relation locale n'est pas perdue pour autant, mais les rôles sont nouveaux : les espaces ruraux deviennent des zones de respiration pour les villes, des espaces de dégagement, de loisirs. Ces nouveaux rapports bousculent aussi les échelles administratives en place et impliquent une redistribution des rôles.

### Voyez-vous aujourd'hui une évolution des approches ou des politiques ?

**F.W.** : La réflexion sur le rôle respectif de la ville et de la campagne avance grandement. Tout le monde est conscient du rôle économique de l'espace urbain, mais aujourd'hui les politiques d'aménagement territorial prennent mieux en compte les zones interurbaines. Une nouvelle forme de management territorial émerge. Il est important de poursuivre la multiplication des espaces de gestion.

L'étude UrbaPlan est téléchargeable sur [www.are.admin.ch](http://www.are.admin.ch) (derrière l'onglet « Projet de territoire »).



Quatre scénarios sur le devenir des relations ville – campagne.

## Les relations ville-campagne à l'horizon 2030

*La mise en place d'une politique de Développement rural adaptée doit prendre en compte les évolutions probables qui affecteront les zones urbaines et rurales. C'est dans ce sens qu'en France, l'Institut national de la Recherche agronomique (INRA) s'est interrogé sur le devenir des espaces ruraux français à l'horizon 2030.*

L'étude de l'INRA constate une évolution des espaces ruraux soumis à une forte recomposition ce qui doit induire de nouvelles conceptions de ces espaces. « Les définitions même de la ruralité sont aujourd'hui multiples », remarque Lisa Gauvrit, chargée de mission à l'INRA et l'une des rédactrices du dossier finalisant l'étude. La notion de ruralité doit-elle renvoyer à la densité de population, au paysage, aux relations avec les villes ? Les représentations des campagnes en France sont très variées : notions de désert, de nature, de terroir, de patrimoine, de qualité de vie, ... À la base du travail de l'INRA, il y a « une volonté de se décentrer de l'agriculture pour se consacrer à l'ensemble du monde rural », précise Lisa Gauvrit.

### Quatre scénarios envisagés

Sur ces préalables, quatre scénarios ont été envisagés :

- Le premier scénario est celui du triomphe de l'urbanisation avec une périurbanisation des campagnes périphériques. On trouve ici une intense mobilité quotidienne des individus, un tissu urbain discontinu et une grande fragmentation de l'espace. C'est le scénario de la gestion des espaces ruraux par défaut, celui aussi de la gentrification (*Ndir. : réhabilitation physique de certains quartiers et le remplacement de leur population par des catégories plus aisées*) de certains secteurs et de la ségrégation sociale.
- Le deuxième scénario est celui de la campagne intermittente, de la nomadisation des individus entre villes et campagnes. Il est rendu possible dans une société aux réseaux de transport développés qui valorise certains espaces ruraux dans une logique d'attractivité. C'est aussi le scénario du risque de conflit d'usage entre les usagers

temporaires et permanents des zones rurales.

- Le troisième scénario est celui de la *verticalisation* des villes. L'augmentation importante du coût des transports liée à celle des prix énergétiques y limite la mobilité et oblige à construire la ville sur la ville. Les campagnes se désertifient et sont au service de la densification urbaine. C'est le scénario dans lequel le risque de chute de la qualité de vie est le plus évident.
- Le quatrième scénario est celui de l'équilibre, de la diversité des territoires avec une étroite association entre la campagne et la ville. L'économie territoriale est équilibrée, les activités diversifiées. C'est aussi le scénario du risque démographique de voir le déclin ou le vieillissement de certaines zones.

### Le coût des transports au cœur du débat

Il ressort de ces quatre scénarios que le mouvement de périurbanisation actuel ne peut durer que dans le cas où, d'une part, les coûts énergétiques (et donc

ceux des transports) restent modérés, et où, d'autre part, les espaces ruraux continuent à être gérés par défaut.

Il apparaît également que le risque de conflits d'usage et de voisinage est important si la présence de résidents intermittents entraîne une recomposition des territoires ruraux (deuxième scénario). Dans ce cas, la gouvernance territoriale est hybride. Elle peut « soit privatiser l'usage des espaces ruraux au bénéfice de certains groupes ou réseaux sociaux, soit stimuler l'attractivité par des politiques publiques dynamiques, en partenariat avec les acteurs locaux et en concertation avec les pouvoirs métropolitains », notent les auteurs de l'étude.

La place des petites villes et des bourgs ruraux est également pensée dans le cadre de l'émergence d'un maillage d'espaces ruraux et de réseaux de villes (quatrième scénario). En limite de périurbanisation, les bourgs font preuve de dynamisme. Le réseau des petites villes permet une multipolarité et une répartition équilibrée des populations.

## Deux tendances principales

Enfin, plusieurs types d'interactions entre les diverses formes urbaines et les campagnes sont possibles. Deux tendances apparaissent.

Dans la première, les campagnes subissent le poids des villes. C'est le cas du premier scénario et surtout du troisième, où les espaces ruraux se spécialisent en fonction des productions nécessaires aux métropoles.

La seconde tendance est celle d'un équilibre des relations ville/campagne et d'une complémentarité bien gérée. Le deuxième scénario envisage une multi-appartenance des individus, ce qui permet la singularisation des

territoires ruraux (patrimoine, styles de vie). Le quatrième scénario montre, quant à lui, une grande complémentarité entre la ville et la campagne.

Il ressort de l'étude que les leviers économique et énergétique sont des

facteurs essentiels de l'évolution. Mais la mise en place de l'un ou l'autre de ces scénarios dépend aussi du type de gouvernance. « Les politiques publiques à venir sont donc fondamentales, mais aussi les actions territoriales », conclut Lisa Gauvrit.



© Benoit Vignat

Lisa Gauvrit, chargée de mission à l'INRA.

## Rencontre avec Lisa Gauvrit

Lisa Gauvrit est chargée de mission à la délégation Expertise collective prospective et études (INRA).

### Lequel des différents scénarios présentés dans l'étude vous semble aujourd'hui le plus tendanciel ?

**Lisa Gauvrit** : Le premier scénario, celui du triomphe de l'urbanisation avec une périurbanisation généralisée, me semble le plus plausible aujourd'hui. Mais d'autres scénarios sont aussi en germe un peu partout.

### Quelles réflexions vous viennent à l'esprit lorsque vous entendez la présentation du contexte wallon par Luc Maréchal ?

**L.G.** : Je constate le refus d'employer les termes de ruralité et urbanité pour leur préférer des termes plus précis. Cette vision des choses me semble efficace, elle permet des combinaisons de dynamiques. C'est aussi la réflexion qui a cours en France.

Je remarque aussi que Luc Maréchal insiste sur la nécessité de maîtriser l'urbanisation, et sur l'idée que les campagnes ne sont pas un réservoir foncier. Nous avons aussi en France cette approche de valorisation complémentaire.

### Voyez-vous une spécificité wallonne par rapport à la France ?

**L.G.** : La différence tient sans doute à la présence en Wallonie de métropoles multiples, ce qui entraîne une série de contraintes et d'opportunités pour les territoires ruraux ; c'est peut-être ça la spécificité wallonne.

L'étude complète est disponible sur : [www.inra.fr](http://www.inra.fr).

# Quelles alliances ville-campagne en Wallonie ?

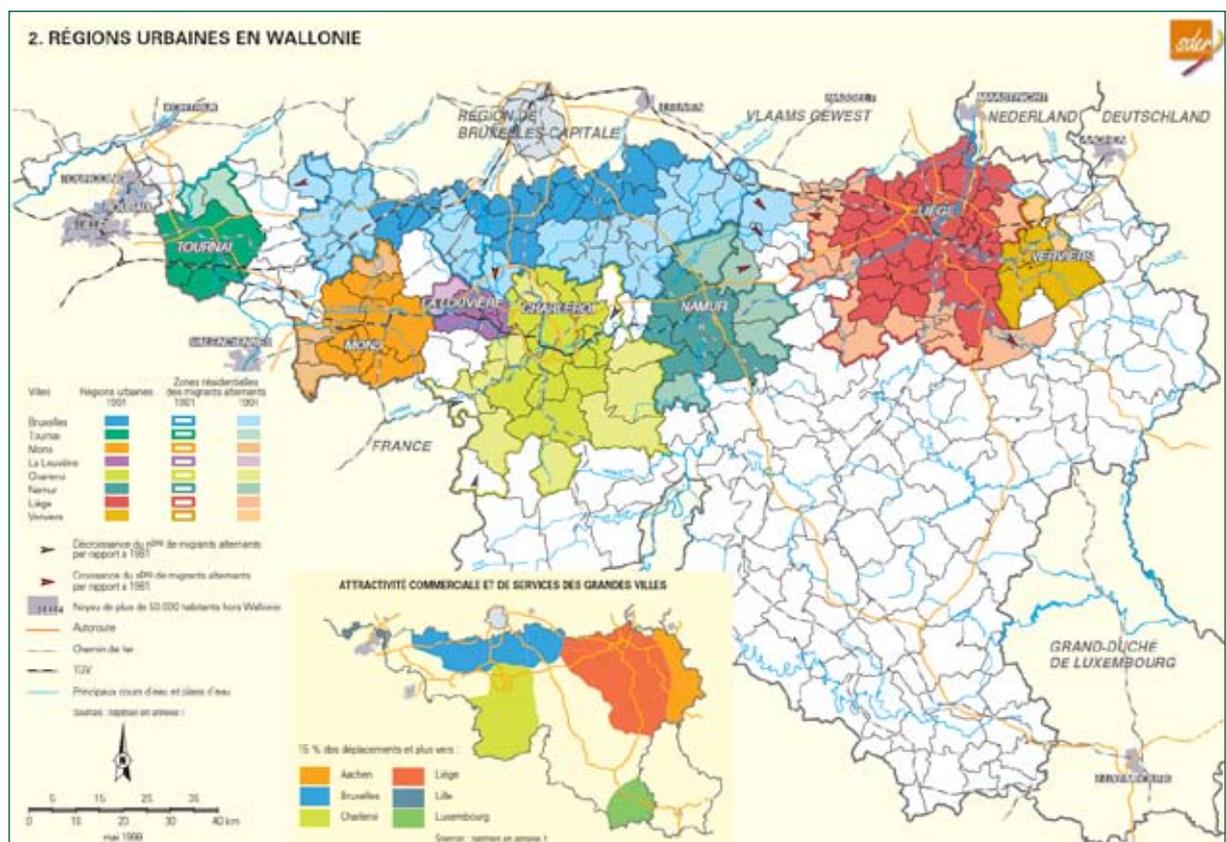
Les migrations résidentielles constituent un vecteur important de mutation des territoires ruraux. Les populations rurales se diversifient, développent de nouveaux besoins et stimulent une dynamique économique centrée sur les conditions d'accueil de ces populations, notamment les services aux personnes. Dans ce contexte, et dans le cadre d'une réflexion prospective sur l'organisation spatiale du territoire, voire une actualisation du Schéma de Développement de l'Espace régional (SDER) wallon, ne pourrions-nous pas, à l'instar d'autres territoires européens, partir du principe que « le Wallon est urbain ! » ? Le décor est planté, les questions et réactions surgissent rapidement dans le groupe de travail du séminaire « Ville-Campagne, un mariage de raison ? » du 24 juin dernier.

L'avenir de la ruralité passe aujourd'hui, peut-être, par la reconnaissance qu'il

n'y a plus un espace rural indivisible, mais des ruralités au pluriel qui développent des fonctions spécifiques et complémentaires avec la ou les zone(s) urbaine(s) avoisinante(s). Approcher les relations entre ville et campagne de manière complémentaire pose de suite le cadre : elles sont plus ou moins complexes en fonction des problématiques traitées (transport, tourisme, alimentation,...) et du découpage administratif (région, province, commune) du territoire concerné. Se pose également la question des nouveaux espaces de négociation (publics-privés, urbain-rural, aménagement du territoire – développement rural) nécessaires pour assurer un développement cohérent à l'ensemble du territoire wallon. Dans le contexte de l'actualisation du SDER, quelles pistes pouvons-nous lancer et quelles recommandations pouvons-nous faire afin que soient mieux prises en compte les particularités des différentes expressions de la ruralité ?

En matière d'échelle de territoire, les participants proposent d'approfondir la notion de bassin de vie qui n'est, pour l'heure, pas clairement définie. Remplacera-t-elle à terme les provinces ? On y associe aujourd'hui tout et n'importe quoi. Une des solutions serait d'articuler cette notion autour de deux concepts structurants : la géographie du terrain (par exemple, les vallées) et les couloirs structurants (notamment la mobilité douce). Cette approche permet par ailleurs de viabiliser les services à la population. Il est également évoqué la prise en compte de territoires de projets déjà structurés comme les parcs naturels, les Groupes d'Action locale, les Contrats Rivière,...

Les nouvelles alliances Ville-Campagne exigent d'instaurer des lieux de dialogue spécifiques dépassant le cadre institutionnel et de trouver le territoire d'opportunité pour ce dialogue. Ces alliances passeront



Les régions urbaines wallonnes selon le SDER.



Une alliance entre les zones rurales de production et les zones urbaines de consommation.

peut-être par l'établissement d'un contrat urbain-rural. Pour faciliter ce dialogue, il apparaît également utile de fédérer les acteurs de la ruralité (Ruralité-Environnement-Développement, opérations de développement rural, Fondation rurale de Wallonie, Groupes d'Action locale, parcs naturels,...). Dans ce contexte dynamique des alliances fonctionnelles Ville-Campagne, il appartient au SDER de

préciser le contour des objectifs de développement d'un territoire régional souple et adaptatif. Enfin, vu la demande croissante qui émane des agglomérations (Liège, Charleroi, La Louvière, Mons,...), il est urgent de s'accorder sur les limites de l'agglomération et de fonder le SDER sur le principe de la ville contenue ou compacte. D'une manière générale, il apparaît important de faire clarifier certaines définitions

par le politique : urbain-rural, économie rurale-urbaine, Ville-Campagne,...

Les participants proposent également de travailler sur les mécanismes et l'économie circulaire, afin d'identifier les complémentarités potentielles Ville-Campagne et de responsabiliser ces territoires (villes et villages ruraux) par rapport à leur métabolisme.

### Parlons d'une alliance urbain-rural !

Parmi les recommandations pointées par le groupe de réflexion, voici quelques éléments qui alimenteront le travail du Réseau :

- maintenir la reconnaissance de l'importance des zones rurales et créer de nouveaux pôles de négociation où la ruralité n'est pas représentée au prorata de la population qui y habite, mais en fonction de l'importance et de la valeur des services rendus à l'ensemble de la société ;
- favoriser les espaces de rencontre entre le monde rural et urbain ;
- dégager des pistes (aides financières ou autres) pour recréer un réel lien social tant dans les villes que dans les campagnes ;
- coordonner l'ensemble des actions menées en zone rurale et mettre en place de véritables actions pour permettre une excellente coopération entre Ville et Campagne (financière, matérielle, humaine,...) ;
- prendre sérieusement en considération les flux de matière et d'énergie de nos territoires afin de responsabiliser l'ensemble des acteurs par rapport à la limitation, à la décroissance de notre capital ressources naturelles ;
- que le monde rural se mette à l'écoute des besoins de la Ville, par exemple, via la réorientation de la production d'agriculteurs vers une production maraîchère de qualité et développement des circuits courts ;
- afin de préserver les zones rurales et de lutter contre l'étalement des villes en riches quartiers périphériques et l'appauvrissement des centres-villes, il incombe aux grandes villes (et à la Région wallonne) d'élaborer une politique d'aménagement du territoire et du logement, prônant la qualité du logement, notamment urbain, et des transports efficaces ;
- il faut affiner les objets spatiaux pour en faire le diagnostic et dégager des options, ainsi le péri-urbain ou le péri-village présentent pour chacune de ces deux catégories des typologies diversifiées, les reconnaître est la première étape d'une politique différenciée sur le territoire ;
- repenser le monde rural en termes de bassins de vie basés sur des objectifs (à moyen terme) variant selon les réalités du territoire concerné ;
- laisser de la place à l'activité agricole pour qu'elle puisse continuer à nourrir l'ensemble des citoyens ;
- ne pas considérer l'espace rural comme un espace sans projet ;
- faire face à la diversité rurale et à la diversité urbaine ;
- préserver la différence Ville-Campagne ;
- rendre les villes attractives.

# Les ressources agricoles au service de la ville

*Le devenir des zones périurbaines passe par la mise en œuvre d'une entente raisonnée Ville-Campagne. Comment créer des synergies ? Comment mettre en place un écosystème viable associant villes et campagnes ? En étudiant notamment le métabolisme du territoire, une approche développée par la ferme expérimentale de Grignon.*

« Ce qui se passe sur les franges des villes est semblable à la situation que connaissent les zones de déprise agricole. Généralement, la ville ne sait pas quoi faire de ces zones qui n'ont pas vraiment de cohésion », explique d'emblée Bernard de Franssu, le directeur de la ferme expérimentale de Grignon (Île-de-France, France). Il existe, en effet, aujourd'hui entre villes et campagnes un *no man's land* constitué de parcelles agricoles souvent considérées comme un réservoir foncier pour la ville.

Afin de remédier à cette situation, l'Union européenne consacre des fonds pour aider au développement propre des zones périurbaines.

L'enjeu est que deux systèmes qui ne se connaissent pas puissent se rencontrer. « La partie rurale ne doit pas voir la ville comme une contrainte, la partie ville ne doit pas voir la zone périurbaine

comme une zone vide. Chacun doit comprendre l'intérêt à tirer du voisin », conclut Bernard de Franssu.

## La ferme de Grignon, au cœur de l'expérimentation

En France, dans la plaine de Versailles, la ferme expérimentale de Grignon met en place des approches alternatives de la production agricole et de son rapport au milieu naturel ou économique. L'exploitation est l'une des composantes de l'école d'agronomie AgroParisTech. Elle a une mission pédagogique et de service public d'accueil des structures scolaires et du public (10 mille visiteurs par an), une mission de recherche scientifique appliquée et une mission économique d'autofinancement.

L'aspect expérimental de l'exploitation se développe autour du projet « Grignon énergie positive » dont le but est de mesurer l'impact environnemental des pratiques agricoles (consommation d'énergie, production de gaz à effet de serre) et de le réduire au maximum par la mise en place de pratiques alternatives. Cette approche optimisée a notamment comme moyen la mise en place d'une économie circulaire au niveau local.



Bernard de Franssu, directeur de la ferme expérimentale de Grignon (France).

## Rencontre avec Bernard de Franssu, directeur de la ferme de Grignon

### Comment approcher le métabolisme du territoire ?

**Bernard de Franssu :** Les exploitations agricoles sont aujourd'hui généralement très spécialisées, une évolution compréhensible au sein d'une économie globalisée. Dans le cadre de la mise en place d'une alternative à la mondialisation, il faut regarder comment un territoire fonctionne de lui-même sur lui-même, quel est son métabolisme. En mettant les différents éléments en relation, on rentre dans des cercles vertueux en créant de l'économie circulaire au niveau local. L'idéal étant que les déchets des uns deviennent des ressources pour les autres. Des systèmes complexes sont ainsi créés, qui génèrent des synergies dont le but est de mettre en place un *écosystème* viable.

### Comment voyez-vous aujourd'hui les relations entre les campagnes et les villes de proximité ?

**B.d.F. :** Aujourd'hui, 85% de la population est urbaine. Les agriculteurs doivent donc comprendre que ce n'est plus eux qui pourront décider de leur mode de production. Le citoyen prend en charge des choses qui n'étaient autrefois gérées que par le monde agricole.

De plus, le périurbain dépasse aujourd'hui les mégapoles. Le petit village est constitué de gens qui, pour la plupart, vivent comme des urbains. Cela crée des tensions entre le monde résiduel rural et le monde urbain.



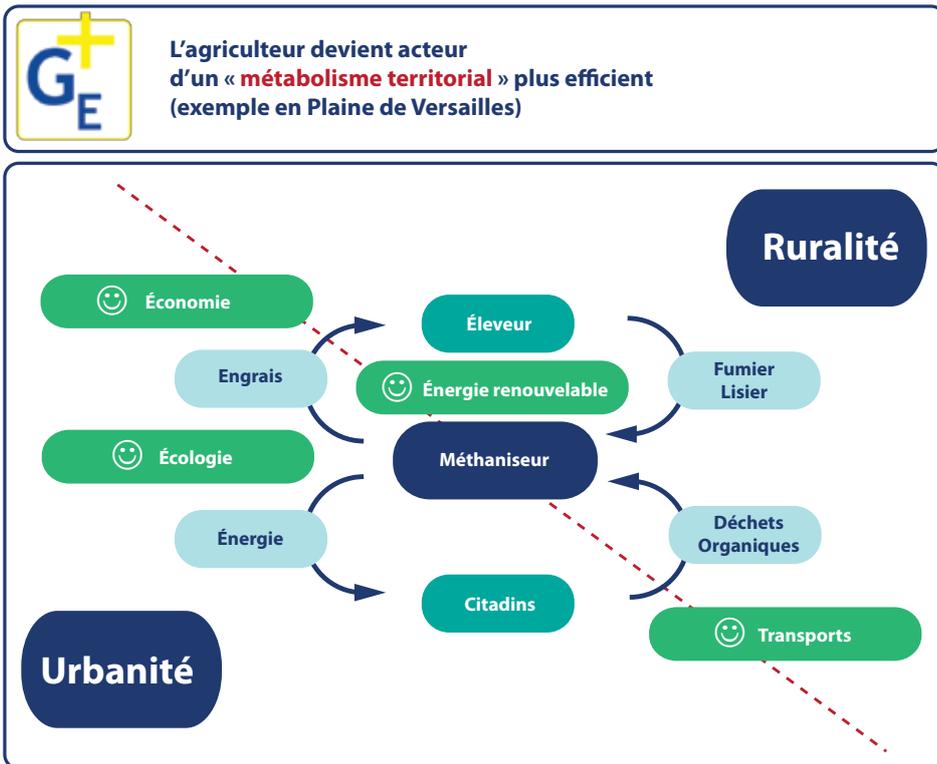
La ferme expérimentale de Grignon mesure l'impact environnemental des pratiques agricoles.

DR/Ferme de Grignon

## Quelles solutions ou pratiques seraient souhaitables pour dépasser cette situation ?

**B.d.F.** : Les agriculteurs doivent communiquer, expliquer leurs pratiques, pour que les décisions soient prises en connaissance de cause. Les agriculteurs ont un grand capital de sympathie. Ils sont au cœur de grands débats de société sur l'alimentation, l'environnement, les OGM,... Il me semble que les urbains font confiance aux agriculteurs même si ces derniers sont parfois victimes de mauvaises habitudes, ou du système.

Le rôle des agriculteurs aujourd'hui, c'est de reprendre la main sur la communication positive, de montrer leurs capacités d'adaptation. À Grignon, nous expérimentons, mais surtout nous communiquons, c'est un volet important du projet.



## Échos de l'atelier du 24 juin

Après avoir écouté avec attention le complément d'information apporté par Bernard De Franssu sur le métabolisme du territoire (voir les actes complets sur [www.reseau-pwdr.be](http://www.reseau-pwdr.be)), les participants à l'atelier sont invités à émettre des recommandations sur le lien entre ville-campagne dans le cadre de l'utilisation des ressources agricoles, mais aussi à identifier le suivi à donner à l'atelier.

Les recommandations :

- L'idée d'une plateforme d'échanges comme le « Club Biomasse » créé en Île-de-France est intéressante. Est-ce reproductible en Wallonie ?
- Soutenir financièrement des projets développés par des agriculteurs ou des coopératives.
- Intensifier les journées découvertes (quelles que soient les thématiques) afin de créer une émulation solidaire.
- Mettre en place une cellule (groupe de travail local, GAL,...) de diagnostic et de conseil énergétique d'accompagnement à la mise en place de politiques durables au sein des exploitations agricoles.
- Valoriser les terres agricoles (pour leur valeur alimentaire) dans l'actualisation du SDER et la révision des Plans de secteurs (durables).
- Mettre en place une plateforme de distribution des produits agricoles (ressources) dans les villes (avec soutien logistique), en développant les synergies et la mise en réseau au niveau wallon.
- Favoriser la collaboration entre les pouvoirs publics et l'agriculture pour la fourniture en énergie.

Après le séminaire :

- Organiser une visite de la ferme de Grignon et, pourquoi pas, approfondir le sujet de l'évaluation des flux, des impacts environnementaux et des potentialités des exploitations agricoles à apporter des améliorations.
- Aller à la rencontre des intervenants des journées afin de mettre des images très concrètes sur des exposés entendus.
- Organiser la visite de fermes ISO 14001 ou autres *durables* afin de voir ce que cela implique.
- Essayer de mettre en réseau les agriculteurs par types de production.
- À propos des diagnostics énergétiques à la ferme : mieux informer et communiquer et... réaliser les diagnostics.
- Étudier les moyens à mettre en œuvre pour favoriser les circuits courts.

# Internet ou le retour au local

*Internet semble être l'outil idéal pour promouvoir localement des produits de qualité. En effet, le Réseau pointe deux sites de vente qui, depuis six mois, ont fait leur apparition sur la Toile. En France, l'expérience d'Auvergne Bio Distribution montre également la place de plus en plus importante que prennent les produits bio.*

Si la masse des consommateurs est en ville, les principales zones de production sont à la campagne. Une valorisation des produits locaux passe donc par la mise en place d'un réseau d'acheminement efficace vers la ville. « Actuellement, la dénomination *produit local* concerne surtout des produits liés aux activités touristiques, souvent achetés comme cadeau ou comme souvenir, et donc consommés épisodiquement », remarque Jean-Philippe Lens, l'un des fondateurs de la plateforme commerciale en ligne Topino. « Pourquoi des produits locaux ne pourraient pas être consommés tous les jours ? » conclut-il.

Pour valoriser ces produits, plusieurs pistes sont possibles. La production des potagers et des jardins urbains peut être valorisée comme production locale. Les surfaces agricoles urbaines non utilisées pourraient être mises en production. Dans un second temps, les productions de la campagne peuvent être valorisées dans le cadre de marchés de producteurs, en ville, « ce qui est actuellement peu répandu, les marchés urbains étant surtout des marchés de distributeurs », note Jean-Philippe Lens.

La communication sur le sujet est essentielle. Jusqu'à l'arrivée des sites Panier Malin et Topino, on trouvait sur le web essentiellement des sites de référencement concernant surtout les produits bios ou labellisés. Pour le responsable de Topino, « il ne faut surtout pas établir de limites géographiques. Les gens se déplacent beaucoup, il faut donc élargir la communication au maximum pour développer au maximum la valorisation des produits locaux ».

## Panier Malin, la réinvention du marché local

À la base de la récente création du projet Panier Malin se trouve la constatation de l'intérêt grandissant des consommateurs pour les produits du terroir, plus souvent qualifiés aujourd'hui de produits locaux. « Les consommateurs recherchent le contact avec les producteurs, mais ne sont pas prêts à faire des kilomètres pour acheter les produits », constate Jean-Pierre Jadinon, l'un des animateurs du projet.

Après une étude de marché auprès de clients potentiels, après un long travail visant à convaincre les producteurs de l'intérêt de la démarche, le concept de Panier Malin a vu le jour cette année. Il a été mis en place dans le cadre d'une coopération entre les Groupes d'Action locale (GAL) Culturalité en Hesbaye brabançonne et Entre-Sambre-et-Meuse et concerne avant tout les producteurs de ces deux régions. Ce projet de coopération est financé par le FEADER dans l'axe 4.

À la base du projet se trouve le concept de vente groupée, avec commande par internet. Via le site, une large gamme de produits de saison est proposée



Olivier De Visscher est à la tête de Biorities, entreprise qui fait partie des références de Panier Malin.

chaque semaine. En quelques clics, le consommateur compose son panier, effectue un seul paiement et n'a qu'un seul déplacement à faire. Les choix sont multiples et vont des produits frais aux plats cuisinés.

Panier Malin se charge de centraliser les paiements et de prévenir chaque producteur des quantités commandées. Dans un premier temps, les différents producteurs partenaires apportent les commandes une fois par semaine en un lieu unique, le système pouvant évoluer en fonction du succès rencontré.





Ce système a comme avantage de supprimer les intermédiaires, de garantir aux producteurs l'absence d'inventu, et de permettre éventuellement aux consommateurs de rencontrer les producteurs sur le lieu de vente. Le site propose avant tout des produits locaux et artisanaux.

### Topino, le local sans limites géographiques

Depuis fin 2009, le site Topino, plateforme commerciale en ligne, propose à ses adhérents des produits locaux à acheter directement chez les producteurs. Essentiellement des produits de la ferme, bio ou non. La particularité de Topino est de permettre à des particuliers de vendre aussi, dans le cadre législatif en vigueur. « Les produits ne doivent pas être transformés », souligne Jean-Philippe Lens, l'un des animateurs du site. « Les hari-

cots verts, par exemple, doivent être juste cueillis. Il n'est pas possible de congeler ou de faire des conserves. C'est une bonne façon de ne pas laisser perdre les surplus d'un potager. » Les particuliers représentent ainsi 50% des vendeurs répertoriés.

L'inscription sur le site est gratuite. L'acheteur commande auprès des producteurs chez lesquels il doit se rendre pour récupérer la marchandise. Les producteurs fixent eux-mêmes les jours et les horaires de réception des clients. Le paiement s'effectue à la réception.

L'avantage de ce système est qu'il n'est pas dépendant d'une seule aire géographique, tout producteur pouvant s'inscrire sur le site et rencontrer des clients près de chez lui. « Nous comptons nous étendre à l'ensemble de la Belgique et pourquoi pas au-delà », précise Jean-Philippe Lens. Dans ce cadre, l'éparpillement des producteurs peut devenir un problème pour le consommateur. Un aspect pris en compte par Topino qui entend, à terme, mettre en place un lieu de dépôt et de distribution, mais toujours dans le cadre d'une gestion par les producteurs eux-mêmes, qui décident de ce qui est mis en vente, ainsi que du prix.

### Liens utiles

Panier Malin : [www.paniermalin.be](http://www.paniermalin.be)

Topino : [www.topino.be](http://www.topino.be)

Auvergne Bio Distribution : <http://auvergnebiodistribution.fr/>

Aujourd'hui, Topino compte environ trois mille inscrits et 160 producteurs, un chiffre qui augmente régulièrement.

### Auvergne Bio Distribution, le bio dans les cantines

En Auvergne comme ailleurs, le marché du bio est porteur, et dans cette région du centre de la France, les agriculteurs sont nombreux à opter pour une reconversion dans ce domaine. Ils sont aidés dans ce sens par Auvergne Bio Distribution. La coopérative se charge de trouver et de centraliser les produits bios et de les vendre essentiellement aux crèches, écoles, collèges et lycées de la région.

La plateforme a vendu l'équivalent de 217 mille repas en 2008, et voit depuis son activité augmenter régulièrement : au cours de l'année 2009, Auvergne Bio Distribution a doublé le nombre de repas servis dans les établissements (461 mille repas).



Grâce au site Panier Malin, les consommateurs peuvent découvrir le miel artisanal de « Aux sources du Miel » à Jodoigne.

Cette très bonne année a vu le développement des produits bios surtout dans les écoles primaires. Poussées par les parents d'élèves ou par des élus, de nombreuses communes choisissent d'intégrer le bio pour l'amélioration de la qualité des repas servis dans les restaurants d'enfants.



Si le client ne peut pas se rendre au magasin de la ferme de la Tour à Glimes, les produits sont disponibles sur le site Panier Malin.

Auvergne Bio Distribution privilégie les fournisseurs locaux pour son approvisionnement. Le but est d'apporter un soutien à l'économie locale et de limiter les transports longs préjudiciables à l'environnement. Le transport est optimisé, pensé au cas par cas, afin d'être le plus propre possible, et de limiter les coûts à répercuter sur

les établissements. Pour les produits exotiques, le choix se porte sur le commerce équitable.

Aujourd'hui, la coopérative a atteint sa vitesse de croisière et profite d'un système bien en place qui a permis en parallèle le développement des filières auvergnates du bio. En

effet, près de 70% des achats de la plateforme ont été faits en région. Auvergne Bio Distribution est aujourd'hui très sollicitée dans d'autres coins de la France pour accompagner des projets, signe que la demande en produits locaux continue d'augmenter dans les régions françaises.

### Échos de l'atelier du 24 juin

Suite aux différentes activités présentées lors du séminaire « Ville-Campagne, un mariage de raison ? », il a été constaté de façon unanime qu'un inventaire de l'offre et de la demande était nécessaire au niveau de la Région wallonne afin de mieux identifier les actions possibles. Toutefois, il paraît évident qu'il faut aujourd'hui dépasser ce stade d'inventaire pour aller vers un stade de concrétisation, notamment en se penchant sur la question de la coordination de l'offre : via quel support ? comment centraliser l'information et la mettre à jour ? comment assurer au consommateur une lecture claire de l'offre ? et, *a contrario*, comment permettre aux producteurs de répondre à la demande ?

Plusieurs éléments ont été mis en avant par les participants suite à la présentation du projet Panier Malin :

- Le fait que les commandes soient réalisées par internet et que les livraisons se fassent une fois par semaine apparaît comme une mise à distance entre le consommateur et le producteur, alors que paradoxalement on vise un circuit court où le producteur est en contact direct avec le consommateur. Est-ce que cet antagonisme peut venir entacher le projet initial de proximité et refroidir certains consommateurs ?
- Le consommateur est limité à une commande par semaine, ce qui demande une forte anticipation de sa part en termes de besoin : on mise ici sur le changement de comportement et d'habitude du consommateur.
- Le point positif et attrayant pour le producteur est que via ce système il n'a pas de stock et pas d'invendus : il propose sa production et la vend en temps réel, ce qui diffère du système de vente sur les marchés locaux par exemple.

La présentation de Topino a soulevé les remarques suivantes :

- Le mérite de Topino est de répondre clairement au besoin d'une plateforme de centralisation et localisation de l'offre et de la demande, mais cela ne répond pas (encore) au besoin de grouper la distribution : l'acquéreur doit multiplier les déplacements pour s'approvisionner.
- L'accès du site aux particuliers pourrait poser des problèmes de concurrence déloyale vis-à-vis des professionnels qui sont soumis à contrôle, notamment sanitaire, et doivent prouver la traçabilité de leurs produits.

En termes de perspectives, le Réseau wallon organisera une visite de terrain auprès d'Auvergne Bio Distribution en octobre 2010.

# Tirer les bénéfices de la proximité

*Les campagnes sont à la fois des espaces producteurs et des espaces consommés. Des modes de vie et des modes de travail coexistent, se mélangent et les gains semblent réciproques.*

*Ouverts et partout accessibles, avec des ressources patrimoniales attractives (forêts, rivières, sites naturels, monuments, thermalisme,...), les espaces ruraux constituent une destination touristique de choix. Ces différents espaces, disposant d'atouts inégaux, ont soit opté pour un développement vers un tourisme plus massif sous forme de villages de vacances ou campings, soit, au contraire, misé sur un tourisme diffus et durable.*

Accessibles en transport en commun, les villes attirent le touriste en recherche de culture et de grand événementiel, de visites de monuments historiques (palais, remparts, citadelles, places imposantes, architecture urbaine,...), d'une vie nocturne animée ou d'un large éventail de services HORECA et magasins. Elles représentent aussi des pôles d'emplois, les déplacements entre résidences rurales et lieux de travail urbain touchant de plus en plus de Wallons.

Le groupe de travail « Tourisme et loisirs de proximité » de l'atelier du séminaire « Ville-Campagne, un mariage de raison ? » s'est penché sur ces deux entités, en essayant de caractériser leurs publics et offres respectives, de

pointer les difficultés en termes structurels, de mobilité ou de communication, d'identifier les ponts à construire entre les deux et la plus-value d'une approche complémentaire plutôt qu'antagoniste.

## Faire découvrir la Wallonie aux Wallons

Le contexte politique wallon est plutôt favorable au renforcement d'un tourisme de proximité. Lors du Printemps du Tourisme, organisé à Liège début mars, le ministre Paul Furlan, en charge du tourisme, indiquait que la situation économique actuelle a amené les Belges à redéfinir leurs loisirs. Cette redéfinition utilise d'avantage un tourisme de proximité, ce qui est de bon augure pour les tourisms wallon et belge dans les prochaines années. Le ministre a rappelé l'importance du tourisme pour l'économie wallonne : c'est un secteur et une force économique à part entière, fort de 60 mille emplois, qui dispose d'un grand potentiel. En effet, près de neuf millions d'habitants sont présents dans un rayon de 100 kilomètres autour de la Wallonie. L'essentiel est de faire redécouvrir la Wallonie à nos voisins comme aux Wallons. L'accessibilité et la profusion de l'offre touristique internationale a fini par recréer un besoin de proximité dans le secteur du tourisme. Il faut donc permettre aussi aux Wallons de redécouvrir toute la richesse offerte par leur région. Enfin, le ministre a

insisté sur l'importance d'amplifier les partenariats.

## Maitriser les enjeux récréo-touristiques

À la fin des années nonante, les citadins ont influencé fortement le destin des ruraux en mettant en vogue les produits du terroir, l'authenticité des campagnes, du patrimoine et des traditions. Et le monde rural a suivi, mettant en oeuvre les envies des citadins, rebâtissant à l'ancienne, redécouvrant les anciennes recettes et traditions pour le plus grand plaisir des citadins. Effet de mode ou non, le *retour à la terre* mérite d'être accompagné d'une réflexion sur le développement durable. La population des campagnes doit faire des choix de développement à long terme transcendant la demande du monde urbain dans une volonté à devenir des partenaires en dialogue avec les citadins.

Un des premiers enjeux serait donc de structurer l'offre touristique et de loisirs à destination des urbains, sans pour autant déstructurer le niveau local : les conflits d'usage avec la population locale, les agriculteurs ou forestiers, l'urbanisation d'espaces vierges, la pression sur les milieux naturels, la pression foncière due à l'achat de secondes résidences,... Dans ce contexte, un élément à prendre en considération serait le développement d'activités touristiques



Faire redécouvrir la Wallonie aux Wallons...

dégageant des plus-values durables pour les deux partenaires. C'est le cas quand des services ou infrastructures bénéficient non seulement aux touristes mais également à la population locale.

Un deuxième enjeu relevé par les professionnels du tourisme concerne la mobilité. Si l'accessibilité des villes en transport en commun satisfait plutôt le touriste, le milieu rural se définit encore trop souvent par le *tout à la voiture*. La mobilité à finalité touristique est fort peu prise en compte et ne peut s'aligner que faiblement sur les systèmes de mobilité fonctionnelle mis en place (bus vers les écoles et bassins d'emploi) essentiellement en semaine. Cet enjeu est difficile à traiter dans les territoires ruraux du fait de la faible densité de population et de la dispersion de l'habitat, mais aussi du fait de la nécessité à s'adapter à la diversité des demandeurs (jeunes, personnes âgées, actifs, touristes). C'est pourtant en répondant à cet enjeu que l'on touchera à d'autres préoccupations fondamentales pour les populations locales : développement économique et social, autonomie énergétique,...

Le dernier enjeu relevé touche aux aspects de coordination et de communication. Les acteurs des deux entités se connaissent peu et travaillent trop rarement ensemble. Une démarche de coopération entre acteurs ruraux et urbains apparaît comme indispensable. Plusieurs exemples de villes qui intègrent les communes rurales avoisinantes dans leur stratégie de communication touristique indiquent la tendance à suivre. Une dynamique à poursuivre en dégageant des partenariats actifs, en passant un contrat gagnant-gagnant, en mutualisant les moyens humains et financiers faisant souvent défaut dans les communes rurales, en mettant en œuvre des processus de gestion concertée et des espaces de dialogue.

### Quand la ville s'éveille au chant du coq...

Une ferme en ville, avec vaches, poules et cochons entre deux boulevards ? C'est l'initiative mise en place par un partenariat large de structures agricoles, l'APAQ-W, et de médias. C'est aussi l'agriculture d'aujourd'hui, dans toute sa diversité, qui se fait séduisante et avide de rencontres à travers le triple concept de



[www.lavilleauchantducoq.be](http://www.lavilleauchantducoq.be)

découverte, dégustation et détente. Les visiteurs sont encadrés, accueillis par des agriculteurs, soucieux de partager les joies et difficultés du métier, tenant des stands de produits fermiers, présentant leurs bêtes ou expliquant avec méthode comment se récolte le lait ou se cultivent les légumes. En Communauté française, ce sont six villes qui recevront la caravane et s'éveilleront au chant du coq.



Et Maryvonne Carlier, d'Accueil Champêtre en Wallonie, d'expliquer : « La condition pour être présent dans une ville candidate, c'est de disposer d'un emplacement symbolique au cœur de la ville pour installer notre ferme. Hors de question d'être relégué sur un parking de grande surface en périphérie. L'action vise vraiment les habitants et usagers des villes dans des endroits hautement fréquentés. C'est un véritable partenariat avec les villes accueillantes. »

### Le RAVel, entre ville et campagne

L'aménagement des anciennes assiettes de chemin de fer désaffectées et des chemins de halage en Réseau Autonome de Voies Lentes remonte à octobre 1995. Le RAVel est conçu pour offrir aux piétons, cyclistes et cavaliers des voies sécurisées reliant

divers pôles, dont des pôles urbains et ruraux. Partout où cela le justifiait, des itinéraires de liaisons ont été tracés afin d'améliorer la mobilité du RAVel. Il est intéressant de voir, dans le cas du Pays des Vallées (namurois), que de nombreux itinéraires partent de la gare de Namur vers les localités rurales ou petites villes avoisinantes. Cette offre peut être couplée à la location de vélos au départ de la Maison des Cyclistes basée près de la gare de Namur. Certaines ballades au départ de Namur peuvent également être organisées en circuit de trois jours. C'est le cas de « La Hesbaye bucolique à vélo ». Une belle manière d'allier mobilité, détente, hébergement et restauration en milieu rural, mais aussi, en fonction de la saison, de participer aux événements organisés par les localités traversées (marchés, salon du vin, jardin des plantes,...).



© Trame scrl

### Entendu durant l'atelier

Les participants au groupe de travail Tourisme ont émis les pistes de travail suivantes :

- La Fédération des Gîtes de Wallonie a réalisé une étude prospective sur les packages touristiques. La relation ville-campagne est un élément qui apparaît dans le diagnostic. Le groupe est intéressé par la manière dont la Fédération intégrera cette dimension dans le développement de sa stratégie et de ses futurs packages (lien : [www.assisesdutorisme.be](http://www.assisesdutorisme.be)).
- La définition des fonctions touristiques des pôles urbains et ruraux, ainsi que leur interrelation, doivent être réfléchies et définies par les locaux, qui connaissent mieux leur territoire. Si une révision du développement de l'espace régional devait être envisagée, les opérateurs touristiques doivent y jouer un rôle prépondérant. Le tourisme doit s'articuler autour des autres thématiques telles que les paysages, la mobilité, le développement économique. Les phénomènes saisonniers mériteraient d'être mieux caractérisés.
- Il y a lieu de dépasser les à priori sur le profil du touriste rural et du touriste urbain par des études. Il convient de mieux déterminer les éléments séduisants à la ville comme à la campagne et surtout de définir le moyen de communiquer sur la complémentarité et sur une image de bassin ou de pays touristique alliant ville et campagne.
- Des questions subsistent largement autour des points suivants : quels impacts économiques le développement de la relation ville-campagne aurait-il ? comment maintenir un tourisme durable ?
- Des thèmes sont évoqués pour poursuivre la réflexion : le tourisme d'affaire, les espaces de dialogue entre opérateurs touristiques ruraux et urbains, la communication pour susciter l'envie de croiser la ville et la campagne, la mobilité multimodale,...

## Cellule d'Animation du Réseau wallon de Développement rural

Rue de Liège 83  
4357 Limont (Belgique)  
Tél./Fax: +32 19 54 60 51  
Courriel: [info@reseau-pwdr.be](mailto:info@reseau-pwdr.be)  
Site web: [www.reseau-pwdr.be](http://www.reseau-pwdr.be)

## Notre équipe

**Xavier Delmon**: coordinateur de l'équipe, il a en charge les aspects de gestion quotidienne de la cellule. C'est également lui qui anime la Commission permanente.

Courriel: [x.delmon@reseau-pwdr.be](mailto:x.delmon@reseau-pwdr.be)

Tél.: +32 495 77 93 96

**Emilie Bievez**: plaque-tournante de l'information, elle s'occupe de la gestion administrative et logistique, ainsi que du Centre de Ressources.

Courriel: [e.bievez@reseau-pwdr.be](mailto:e.bievez@reseau-pwdr.be)

Tél.: +32 19 54 60 51

**Cécile Schalembourg**: elle assure la coordination de la communication en coopération avec Qwentes, et apporte un suivi aux GAL en matière de coopération.

Courriel: [c.schalembourg@reseau-pwdr.be](mailto:c.schalembourg@reseau-pwdr.be)

Tél.: +32 475 93 63 61

**Larissa Delcourt**: chef de projet communication chez Qwentes et responsable de la production des outils de communication visuelle.

Courriel: [ldc@reseau-pwdr.be](mailto:ldc@reseau-pwdr.be)

Tél.: +32 2 235 20 33

**Maud Davadan**: elle apporte son savoir-faire dans l'animation des groupes de travail (notamment agriculture et environnement).

Courriel: [m.davadan@reseau-pwdr.be](mailto:m.davadan@reseau-pwdr.be)

Tél.: +32 470 69 58 07

**Daniel Burnotte, Daniel Wathelet et Benoit Delaite**: ils apportent leur contribution en animation et expertise lors des événements du Réseau.

Courriel: [info@reseau-pwdr.be](mailto:info@reseau-pwdr.be)

Tél.: +32 19 54 60 51

Le numéro 7 de Ruralités est imprimé en 7500 exemplaires, distribués gratuitement au monde rural en Wallonie et en Europe.

Ont participé à la rédaction de ce numéro: Benoît Vignet, Tr@me SCRL, Qwentes-Kantor SA.

Éditeur responsable: Daniel Burnotte



Commission européenne



Fonds européen agricole pour le développement rural: l'Europe investit dans les zones rurales.